



L'URBANISME À BERLIN ET SES REFLETS PARISIENS 1900-1940

Jean-Louis Cohen - Centre Marc Bloch, Berlin

19 novembre 1998

Il serait **excessif d'affirmer** que l'histoire de l'urbanisme de Paris entre les réseaux du **Second Empire** et les **villes nouvelles de la Cinquième République** reste méconnue, tant les **monographies** et **les études** des transformations urbaines se sont multipliées depuis deux décennies. Peu d'**interprétations d'ensemble** des politiques et des projets **constitutifs du Paris métropolitain** ont cependant été **avancées**, les travaux publiés ne situant que fort **rarement les développements parisiens** dans un cadre **international**. **L'étude des modèles ou**, à tout le moins, des expériences discutées entre la **fin du XIXe siècle et la Seconde guerre mondiale** **reste donc à faire**, et doit constituer une composante d'**une analyse de ce grand cycle de modernisation**. **Ainsi**, dans le domaine des politiques culturelles, certaines comparaisons précises ont fait la preuve de leur pertinence.

Dans la phase de réflexions intenses sur le destin de Paris qui sépare la naissance de la IIIe République de la **Première Guerre mondiale**, les expériences allemandes et en particulier celles conduites à **Berlin** constituent **une référence permanente**, au même titre que celles menées à **Londres**. **L'attention à l'actualité** de la gestion urbaine **berlinoise** se conjugue avec l'observation du **paysage urbain** de la capitale du **Reich**. Le spectre thématique de ces observations est particulièrement vaste, et doit être rapporté aux préoccupations qui sont celles des édiles, des **professionnels** -architectes, ingénieurs, paysagistes- et des critiques parisiens. Quant à leurs supports, **ils sont d'une égale** variété, des récits de missions techniques et des rapports de mission aux ouvrages pour le grand public.

France a un statut privilégié dans la culture berlinoise depuis longtemps et Paris est perçu comme une "ville d'art" par les esthètes et les architectes Allemands, ainsi que Hartmut Frank l'a montré, mais aussi, **du côté de la culture populaire, comme une ville vouée** aux divertissements et à la frivolité. C'est de son côté **comme une métropole moderne articulée à ses réseaux et à ses territoires et où se développent** des politiques sociales complexes que **Berlin est observée par les Parisiens**. Nation rivale sur la scène européenne, voire mondiale, dans le cadre de la dernière phase du **partage colonial**, l'**Allemagne** figure parmi les "pays modernes", au même titre que les **États-Unis d'Amérique**, et est, comme eux, **objet de reportages** visant, du **point de vue des nationalistes**, à "**réveiller**" les Français de leur torpeur coupable. Pour les pionniers de l'**urbanisme français**, **partisans actifs d'une méthode comparative d'analyse et de projection**, Berlin est en **revanche un des termes auxquels les solutions envisagées pour Paris sont rapportées**.

Berlin fait en effet figure d'entité autonome, alternativement opposée au reste de l'Allemagne ou considérée **comme condensant l'Allemagne**, et prenant de la sorte la figure d'une synecdoque. De ce point de vue, la réception de l'architecture et de l'urbanisme berlinois doit être pensée comme incluse dans deux dispositifs distincts. Le premier, narratif, est celui de la réception globale de Berlin dans la culture intellectuelle et littéraire française, analysée par exemple par Cécile Chombard-Gaudin; le second, technique et méthodologique, est celui de l'observation parallèle des grandes villes que sont Londres, New York et Chicago, posture fondatrice des nouvelles politiques urbaines européennes, qui détermine également les modalités de l'**analyse de Berlin**.

L'ambivalence devant l'architecture de Berlin

Si l'on observe tout d'abord les transformations concrètes des deux villes, il n'est pas inutile de revenir sur les deux cycles essentiels que sont les entreprises parisiennes d'Haussmann, menées de 1855 à 1870 et le plan de James Hobrecht pour Berlin, mis en œuvre en 1862, qui façonneront à leur manière la structure et le visage du centre des deux villes jusqu'à ce jour. Les deux opérations s'accompagnent d'une extension territoriale significative – l'emprise de Paris est portée jusqu'au mur de Thiers en 1860, tandis que Moabit, Wedding et quelques autres fractions de communes sont intégrées à Berlin l'année suivante. L'entreprise haussmannienne vise d'abord à assainir et embellir le centre et à renforcer les liaisons radiales en leur ajoutant quelques grandes diagonales, selon un principe de zonage social assez ferme. En revanche, le schéma de Hobrecht opère en périphérie et fonde l'extension de Berlin sur une ceinture polygonale de nouveaux îlots rassemblant des catégories sociales contrastées.

Au début du XXe siècle, ces deux matrices continuent, presque un demi-siècle après leur tracé, à guider les constructions nouvelles : ainsi le lotissement de l'ouest du XVIe arrondissement parisien est-il contemporain de celui de Schöneberg. Dans le même temps la perception de chaque ville par l'autre est totalement opposée. Les Français opposent à la monotonie du tissu haussmannien et à l'enfermement de Paris dans l'enceinte de Thiers la diversité des immeubles et l'aisance de l'extension de Berlin, et le paysage urbain du Berlin élargi provoque des échos favorables. Le journaliste Jules Huret s'émerveille du spectacle bariolé des "orgueilleuses voies nouvelles en construction" à Berlin, ville dont il souligne en 1909 la parenté avec Chicago, selon une comparaison devenue cliché entre la capitale du Middle-West et "Chicago-sur-Spree". Cette vision de Berlin comme ville américaine sera confirmée encore un quart de siècle plus tard par Maurice Halbwachs, qui souligne rétrospectivement en 1934 que "à ceux qui n'avaient pas été aux États-Unis, Berlin pouvait donner une idée de ce qu'étaient les grandes villes américaines poussées en quelques décades suivant un rythme précipité". Il est par ailleurs frappant que nombre d'observateurs des villes allemandes soient aussi, à quelques années d'intervalle, les auteurs d'ouvrages à visée similaire sur l'Amérique. C'est le cas de Huret, auteur de *L'Amérique moderne*, de Charles Huart, dont le *New York comme je l'ai vu* fait pièce au Berlin comme je l'ai vu, ou de Victor Cambon, qui publie *France-États-Unis* après le succès des *Derniers progrès de l'Allemagne*.

Le poète Jules Laforgue relevait en 1882 la monotonie des rues berlinoises, Unter den Linden compris, qu'il voyait comme une "double haie de monuments (...) badigeonnés de gris, nus, froids (...) comme autant de casernes". Huret souligne désormais la variété des constructions des nouveaux quartiers, maisons "différentes presque toutes les unes des autres". Il trouve que "de cette anarchie, naît une gaîté charmante", qu'il préfère à "la triste uniformité de nos rues et de nos places". C'est donc une leçon "de hardiesse et d'originalité" qu'il invite les architectes "timorés et routiniers" à y puiser. Sans doute le "luxe magnifique" des façades n'est-il parfois qu'un faux-semblant, les stucs s'effritant rapidement et les finitions intérieures des grands appartements restant approximatives. Mais n'est-ce pas au fond, comme aux États-Unis, parce que ces édifices ne sont pas pensés, comme à Paris, pour l'éternité :

Que leur importe, aux propriétaires et aux entrepreneurs ? Dans quinze ans ils démoliront ces bâtisses pour leur en substituer d'autres plus modernes et plus riches encore. Et en ceci nous sentons davantage la parenté actuelle des mœurs américaines et des mœurs allemandes : un goût pour la façade.

Malgré ces imperfections dues à la hâte des architectes et à la fièvre de paraître, on peut dire que le confort des maisons augmente en même temps que leur nombre : les immeubles avec ascenseur, téléphone, chauffage central, électricité, salles de bains pour maîtres et domestiques, eau chaude à toute heure du jour et de la nuit, ne sont pas, comme en France, l'exception. On ne bâtit plus une maison sans ces commodités. On commence même à y ajouter des coffres-forts creusés dans la muraille, des glacières permanentes et, sur les terrasses des toits, des verrières pour bains de soleil.

Le sens des remarques de Huret est clair pour ses lecteurs parisiens. C'est la répétitivité de l'architecture de la ville haussmannienne qui est visée implicitement. Alors que le paysage urbain parisien est considéré du point de vue allemand ou américain, dans les analyses des tenants de la *City Beautiful*, comme une leçon de mesure et d'harmonie classique, comme le visage d'une ville "finie", les partisans d'un jeu plus contrasté et pittoresque des immeubles le long des rues de Paris s'appuient sur les exemples berlinois. Cet intérêt pour l'invention architecturale allemande contredit les images propagées dans la littérature antiallemande, à commencer par les albums patriotiques de l'oncle Hansi, qui ridiculise, dans *Le Professeur Knatzschke*,

l'éclectisme des bâtiments construits dans l'Alsace annexée.

Le règlement de Bonnier et ses adversaires

C'est avec l'étude, puis la contestation du règlement de voirie de 1902 que ces oppositions trouvent leur point d'ancrage le plus concret dans la gestion de l'espace parisien. Élaboré par l'architecte Louis Bonnier, ce document marque une rupture définitive avec l'haussmannisme et donnera à Paris son visage pendant six décennies. Dans les études méthodiques préalables à l'établissement d'un nouveau document remplaçant le texte de 1882 et 1884, Bonnier entreprend un travail comparatif sur les règlements de voirie de villes européennes comme Bruxelles, Vienne, Londres, Lisbonne, Rome, Francfort et, bien entendu, Berlin. Dans chaque ville, la sous-commission dirigée par Bonnier recrute un informateur local, mais dans le cas de Berlin, c'est Ernst Otto, Stadtbaumeister de Langfuhr (???), qui est mobilisé.

Dans sa conférence de 1903 Les règlements de voirie, Bonnier trouve, dans l'ensemble, plus de liberté à Berlin et dans les villes d'Europe du nord qu'à Paris. Il relève la générosité du règlement berlinois, qui "donne à ses cours un minimum de 60 mètres carrés, le double de notre minimum" et qui limite le nombre d'étages des maisons d'habitation, mais souligne aussi qu'en contradiction avec l'hygiénisme de ces mesures des sous-sols potentiellement insalubres sont considérés comme propres à l'habitation.

Les principes adoptés en définitive par Bonnier rompent avec l'horizontalité de la rue haussmannienne et permettent une sorte de concurrence formelle entre immeubles, vite dénoncée par les critiques conservateurs. Dans sa préface au livre de Charles Lortsch, La beauté de Paris et la loi, André Hallays critique en 1913 "le malencontreux décret de 1902, qui a permis les surélévations les plus abusives et les architectures les plus dangereuses". S'il souligne la "bonne foi" de Bonnier, il juge que "la spéculation seule (a) profité de la réforme". Il dénonce l'origine étrangère des édifices autorisés par le nouveau texte, considérant "hideux tous ces "palaces", américains par la hauteur, germaniques par la lourdeur, annamites par le décor (tous fruits de l'exposition de 1900)".

La xénophobie appliquée à l'architecture se manifeste notamment lors de l'inauguration du nouveau théâtre des Champs-Élysées, construit avenue Montaigne en 1913 au terme de longues péripéties. Les gardiens du temple des vertus classiques et nationales dénoncent un édifice scandaleux dans ses programmes, car des spectacles iconoclastes y sont produits par Gabriel Astruc, comme étant "une architecture boche". L'Architecture condamne en 1913 les intentions des constructeurs du théâtre. L'organe de la Société centrale des architectes considère que "la réalisation de leurs théories et de leurs principes mérite la réflexion", car "le danger de pareilles tentatives est d'entraîner les imitateurs ignorants et moins avertis dans une voie périlleuse, au risque de faire tomber notre architecture française dans un style de provenance étrangère où pourraient sombrer nos plus précieuses traditions de goût et d'art national".

Les architectes de l'establishment ne sont pas isolés dans la défense de cette ligne, et L'Illustration condamne le "Zeppelin de l'avenue Montaigne", selon les termes de Jean-Louis Forain.

En ce moment où l'on s'ingénie à chercher un style inédit, tout essai, si intéressant soit-il, surprend volontiers notre goût. Peut-être regrettera-t-on seulement que celui-ci se soit trop directement inspiré de l'art mis en honneur à Munich et à Dresde : transplanté à Paris, il nous apparaît d'une solennité un peu sèche, délibérément indigente, et par là s'écartant de toute tradition française.

La perception du théâtre comme une sentinelle avancée de l'architecture allemande révèle combien la conscience est répandue de l'émergence d'une architecture nouvelle, radicale, dans les villes d'Outre-Rhin et tout d'abord à Berlin. La modernité et la beauté de son visage sont évoqués par exemple dans le Guide Joanne dès 1914.

Extension et circulation

Dans L'Allemagne au travail, cet observateur des "pays modernes" qu'est l'ingénieur centralien Victor Cambon s'intéresse en 1910 à l'invention architecturale de Berlin, lorsqu'il évoque la politique de l>Allgemeine Elektrizität-Gesellschaft, au service de laquelle Peter Behrens élabore depuis 1907 des produits et des édifi-

ces marquants de modernité. Il vante les qualités de la Turbinenhalle construite par Behrens, qui réalise un type d'usine d'une extrême simplicité, "édifice en béton armé, couronné d'une toiture cintrée et lisse, inondé de lumière" et d'"une saisissante originalité". Cambon consacre nombre de pages aux nouveaux rapports qui s'établissent ainsi dans une ville considérée comme une sorte d'Elektropolis entre les artistes et la grande industrie et à la formation des architectes au sein des écoles d'ingénieurs, opposée à la pratique académique française. Cambon note aussi que la ville a cessé d'être "ennuyeuse", dès lors que "chaque maison affecte d'être dissemblable de sa voisine", ce qui lui convient parfaitement :

Ces maisons nouvelles sont d'un style échevelé et d'une diversité systématique qui forme un ensemble nullement déplaisant. On a pu dire qu'une artère berlinoise ressemble à une rue d'exposition universelle.

Surtout, il analyse le mode de développement de la capitale, relevant en référence implicite à l'enfermement parisien que sa croissance aisée, est liée au fait que "la ville n'est pas ou n'est plus centrée ; ni collines, ni fleuve, ni enceinte fortifiée ne la gênent" et qu'elle a donc "pu se développer librement dans tous les sens". Ces caractéristiques du site berlinois sont considérées plus finement dans le cadre du débat sur l'aménagement des villes françaises.

Les premières années du XXe siècle voient émerger en France d'une discipline fortement développée en Allemagne depuis les années 1870 et définie en fait comme essentiellement technique, le terme de Städtebau ayant des connotations proches de l'ingénierie. Bien que le terme d'"urbanisme", remplaçant progressivement en France celui d'"art urbain", ou de "construction des villes", calqué de l'allemand, ait une visée à la fois plus scientifique et plus humaniste, c'est pour une part l'observation des expériences allemandes en matière de contrôle et de planification de l'extension des villes qui inspirent les premières réflexions des promoteurs de la nouvelle discipline. Ceux-ci sont essentiellement regroupés au sein du Musée social et de sa Section d'hygiène urbaine et rurale, fondée en 1908, et dont l'action législative et méthodologique est essentielle.

Les démarches comparatives sont la base même de l'action militante du Musée social, qui s'appuie sur les analyses conduites depuis 1903 par l'architecte-voyer parisien Eugène Hénard. Dans ses Études sur les transformations de Paris, celui-ci analyse pour la première fois Berlin comme entité globale. Pour Hénard, qui le confronte à ceux de Paris, Moscou et Vienne, "le plan de cette capitale a une grande qualité : la clarté de sa disposition d'ensemble", qui l'oppose notamment à celui, "inextricable", de Londres. Il utilise des images militaires pour souligner l'efficacité de ses articulations essentielles :

Le plan de la capitale allemande est un plan décentré, mais sensiblement symétrique par rapport à son grand axe. D'un noyau très dense se dirige vers l'ouest la chaussée de Charlottenbourg, droite comme une lame d'épée, dont Unter den Linden serait la poignée et le Lustgarten le pommeau. Autour de ce point central et reliées entre elles par une circulaire rayonnent quatorze voies, qui régularisent et amènent les courants de circulation de la périphérie au cœur de la Cité. C'est bien là le siège du gouvernement d'une grande puissance militaire, où tout converge vers le chef unique. On ne s'étonne plus, en examinant cette disposition générale, de la croissance extrêmement rapide de Berlin, car ce réseau de circulation a contribué de la manière la plus efficace à l'expansion économique de la capitale de l'Allemagne, rien ne s'opposant à la création des nouveaux quartiers autour de la vieille ville, aucun d'entre eux n'étant sacrifié, tous, au contraire, possédant une voie directe pour les relier au centre.

Lu en Allemagne, comme l'indique la publication rapide dans Der Städtebau de certains articles sur l'extension de Paris écrits dans L'Architecture, Hénard fonde en 1912 le premier véritable projet d'extension de la capitale française hors du périmètre municipal parisien sur un tel système radial.

C'est sans doute dans ce domaine de l'extension des villes qu'une authentique coopération se développe entre les professionnels allemands et français. A côté des occasions de confrontation sur terrain neutre fournies par certains concours, tel celui qui porte en 1910 sur l'aménagement des fortifications d'Anvers, et dans le jury duquel siègent Eugène Hénard et l'urbaniste de Cologne Stübgen, certains architectes français participent directement aux compétitions allemandes. Ainsi Léon Jaussely obtient-il le second prix au concours pour le plan d'extension de Berlin en 1910.

Werner Hegemann accueille dans sa grande Städtebauausstellung de Düsseldorf en 1912 une forte participation française, où l'on remarque notamment le plan d'Eugène Hénard, inconnu par ailleurs du public pari-

sien. Économiste, urbaniste, et excellent connaisseur de l'architecture parisienne, Hegemann rend compte dans l'exposition des développements de l'urbanisme en Europe et aux Etats-Unis. Après 1910, la Section d'hygiène urbaine et rurale du Musée social passe en revue dans ses réunions les expériences allemandes. Elle invite, quelques semaines avant la guerre Josef Stübgen, auteur d'un traité essentiel sur l'urbanisme, à tenir une conférence sur l'urbanisme en Allemagne. Sous la présidence d'Alexandre Ribot, il compare la "construction des villes" en France et en Allemagne et commente le mémoire du préfet de la Seine sur l'extension de Paris.

Les grandes questions de l'urbanisme français sont d'ailleurs présentes dans les enquêtes citées plus haut, qui ne manquent pas de relever l'intérêt des mesures législatives portant sur l'extension des villes allemandes. Au moment où s'ouvre une nouvelle fois le lancinant débat sur l'aménagement de la ceinture fortifiée de Paris, Jules Huret s'intéresse ainsi aux "jolies promenades autour de l'ancienne enceinte" de Francfort. Pour Victor Cambon, c'est la capitale qui donne le modèle d'un nouveau type de ville ayant mis à distance la structure léguée par l'histoire :

La ville n'est pas ou n'est plus centrée ; ni collines, ni fleuves, ni enceintes fortifiées ne la gênent : elle a pu se développer librement dans tous les sens. Le nombre, la rapidité, le bas prix des moyens de communication permettent d'habiter pratiquement à peu près où l'on veut ; dès lors, les habitants ne s'agglomèrent pas en grappes comme en certaines capitales.

Les politiques urbaines allemandes sont aussi observées par certains hommes français politiques de premier plan, tel le jeune maire de Lyon Edouard Herriot, qui ouvre en 1914 dans la nouvelle halle construite par Tony Garnier pour les abattoirs de Gerland une Exposition Internationale Urbaine inspirée par une Allemagne dont il étudie avec soin l'"organisation", s'il en condamne la politique et l'action militariste.

Dans la discussion sur l'extension de Paris, la question du dispositif des parcs et des promenades ne manque pas d'être formulée en référence aux expériences berlinoises, à la fois dans les rapports de l'administration et dans les propositions des experts. Dans sa brochure La politique foncière des municipalités, le sociologue Maurice Halbwachs vante en 1908 les plans de villes allemands et la politique d'acquisition des sols menée à Berlin pour créer des parcs : "le besoin d'air, de lumière, d'espace se fait en ce moment de plus en plus sentir et [...] les municipalités allemandes s'efforcent de le satisfaire".

Dans Grandes villes et systèmes de parcs, le conservateur des promenades de Paris Jean Claude Nicolas Forestier réserve son attention plus particulièrement à Vienne, mais il n'est pas indifférent par ailleurs à Berlin, qui est une référence essentielle dans le travail de la Commission d'extension de la Préfecture de la Seine, engagé en 1911. Dans le rapport que celle-ci publie deux ans plus tard, Louis Bonnier et l'historien Marcel Poète étudient le mouvement de la population parisienne au XIXe siècle vers la banlieue, s'aidant de comparaisons avec Bordeaux, Lille, Roubaix ou Toulouse, mais aussi avec Londres et Berlin. Ils suggèrent de tirer d'"utiles leçons de l'étranger", évoquant notamment la création du Verband Groß-Berlin en 1911, qui permet théoriquement de coordonner les stratégies municipales.

Dans cette "ville neuve, comparée à Paris et à Londres", ils soulignent les qualités du Tiergarten, de Trepow, du Plänterwald et des autres jardins, vantant "l'excellente répartition des espaces libres, de l'étendue considérable des squares, du développement du réseau des boulevards plantés de Berlin". En un mot, Berlin est pour eux "une ville modèle sous le rapport de l'hygiène et des espaces libres". Le rapport de Bonnier et de Poète aura le statut d'un document préparatoire pour le concours de 1919 sur le plan d'extension de Paris, qui se fonde tant dans ses objectifs que dans sa méthode sur la consultation organisée en 1910 pour le Groß-Berlin en 1910. Cette parenté explique entre autres l'intérêt des professionnels allemands pour un concours dont les ressortissants des vaincus de 1918 avaient été exclus...

Le lauréat du concours n'est autre que Léon Jaussely, que sa participation à la consultation berlinoise avait aidé à penser les enjeux métropolitains. Sa vision de l'avenir de Paris n'est pas celle d'une simple entité physique, mais bien d'un dispositif intégrant production et distribution, la connaissance des rapports entre industrie, transports et urbanisation à Berlin filtrant de ses analyses :

Il est nécessaire d'étudier les plans d'aménagement et d'extension qui comprennent la ville comme un organisme d'ordre économique où l'outillage doit être parfaitement organisé, afin que le rendement économi-

que soit maximum. Le principe est simple : il s'agit de transporter à pied d'œuvre, sans manipulation inutile, les matières premières, de reprendre à l'usine les matières ouvrées pour les exporter ; il s'agit pour la consommation d'une ville de se procurer ce qui lui est nécessaire avec le minimum de manutention. Il s'agit en somme d'une taylorisation en grand.

La pensée de Jaussely est en l'occurrence proche de celle de Victor Cambon qui, dans un deuxième livre issu de ses enquêtes Outre-Rhin, Les derniers progrès de l'Allemagne, considère Berlin comme une composante de l'"outillage" national, insistant essentiellement sur la qualité et la modernité des services. Une telle problématisation de la grande ville comme dispositif fonctionnel et technique est au cœur de la démarche de des principaux penseurs de l'urbanisme moderne tant à Paris qu'à Berlin.

Großstadt et zoning

La discussion sur le destin du centre de Paris est dominée dans les années 1920 par le "Plan Voisin", présenté par Le Corbusier à l'Exposition des Arts décoratifs de 1925, et largement commenté dans la presse. C'est sur les cimaises de l'exposition de Werner Hegemann à Düsseldorf que le jeune Le Corbusier avait découvert les stratégies modernes d'aménagement des villes. C'est aussi par l'intermédiaire des réflexions sur la refonte structurelle de Berlin, qu'il s'intéresse aux solutions américaines en vogue en Allemagne. Les plus importantes pour lui sont celles de Karl Scheffler, qui dessine en 1913 dans Die Architektur der Großstadt les traits d'une métropole "logiquement organisée", et donc découpé en quartiers spécialisés, et celles de Peter Behrens, chez qui Le Corbusier travaille, et qui appelle de ses vœux la construction de gratte-ciels dans le centre de Berlin.

En dépit des réserves qu'il formule après la Première Guerre mondiale devant les édifices de son ancien mentor Behrens, "conçus pour imposer, écraser, crier la toute puissance", lorsqu'il dénonce un monumentalisme devenu à ses yeux "une des armes les plus actives du pangermanisme", Le Corbusier poursuit son assimilation des discours et des modèles allemands, qui le conduisent en 1922 au modèle de la "Ville contemporaine" conçue sur un terrain vierge, mais annonçant tous les dispositifs du "plan Voisin". Un dialogue à distance s'instaure alors avec Berlin, au travers de vifs échanges avec Werner Hegemann, hostile aux idées de Le Corbusier. Surtout, l'architecte radical Ludwig Hilberseimer élabore en réponse à ce projet, une Hochhausstadt cette fois explicitement implantée dans la ville existante, puisque l'effrayante géométrie de ses rues en profondeur et de ses lames de bureaux est superposée au plan de Berlin.

En quelque sorte affranchi par ce projet des quelques réticences qu'il aurait pu avoir à inscrire ses idées dans le site parisien, Le Corbusier propose avec le "Plan Voisin" de 1925 une refonte totale de la structure urbaine de la capitale, transformant le centre en cité des affaires. Sans doute ratifie-t-il dans son projet une tendance déjà fortement marquée des activités bancaires et financières à occuper des secteurs spécialisés de Paris. Mais cette tendance, lisible dans certains tracés post-haussmanniens comme la rue Réaumur, n'avait pas débouché sur des formes urbaines typiques, et encore moins sur une différenciation réglementaire de l'occupation du sol, comme le préconise avec brutalité le Plan Voisin. Sans effet à court terme sur l'aménagement de Paris, ce projet n'en laissera pas moins une profonde empreinte sur la réflexion des décideurs, des urbanistes, et dans une certaine mesure du public jusqu'aux années 1960.

La décentralisation de l'habitation et les Siedlungen

Les études sur l'extension et la transformation de Paris sont indissociables depuis la fin du XIXe siècle de la recherche de solutions d'ensemble à la crise du logement populaire, qui passent à la fois par la mise en place de dispositifs légaux et financiers adéquats, par la conception d'espaces domestiques économiques et hygiéniques et par la conquête de nouveaux terrains tant dans la ville que dans sa périphérie. Formulée en Grande-Bretagne, la théorie de la cité-jardin a plus d'effets concrets tout d'abord en Allemagne, où elle conduit à la réalisation des Gartenstädte de Hellerau, près de Dresde et du Stockfeld, près de Strasbourg. Relayée par le Musée social, elle inspire certaines des propositions de la Commission d'extension, qui préconise en 1913 la création de deux "cités-parcs" sur les terrains de La Courneuve, au nord, et de la Belle-Épine, au sud.

Avec le lancement effectif des programmes de logements sociaux des offices publics, tel celui du départe-

ment de la Seine, dirigé par le maire de Suresnes Henri Sellier, c'est vers les programmes allemands similaires que se déplace l'attention des réformateurs, qui s'intéressent aux systèmes de financement, à la morphologie des Siedlungen et à leur architecture. Mais la qualité des réalisations de la municipalité et des coopératives berlinoises n'échappe pas aux écrivains et aux journalistes visitant Berlin.

Le dramaturge Jean Giraudoux est particulièrement attentif à cette dimension lorsqu'il évoque les espaces urbains berlinois. Berlin le rend d'autant plus attentif aux banlieues parisiennes qu'il s'intéresse aux problèmes urbains, ce qui le conduira à présider la Ligue urbaine et rurale, avatar du Musée social.

Quant à Henri Sellier, il encourage ses maîtres d'œuvre à observer les réalisations allemandes, que visitent plusieurs architectes parisiens, comme André Lurçat. Alors l'un des plus en vue des jeunes professionnels français radicaux, Lurçat évoque dans une lettre à son collègue berlinois Bruno Taut certaines "erreurs" relevées dans la Siedlung de Britz, qu'il trouve à la fois contradictoire dans la juxtaposition de toits-terrasses et en pente, et assombrie par des couleurs trop intenses. En liaison avec ces expériences directes, en définitive assez rares, de certains architectes, des "passeurs" font circuler les images et proposent des analyses parfois très critiques des projets berlinois.

Le jeune architecte alsacien Roger Ginsburger, qui publie dans les revues d'architecture moderne des deux côtés du Rhin, rapporte en France les expériences allemandes en matière de préfabrication et d'architecture intérieure, en particulier celles menées à Francfort par Ernst May. Dans ses contributions à la presse allemande, il souligne le fait que les images d'architecture et le mobilier des nouveaux logements de Dessau ou de Berlin présentés à la section allemande Salon des Artistes décorateurs en 1930 donnent une leçon salutaire aux concepteurs et aux édiles français.

Mais, dans ses interventions sur la scène allemande, Ginsburger prend position sur l'urbanisme. Lorsque le gouvernement Brüning met en place les Stadtrandsiedlungen, visant à construire dans la lointaine périphérie des villes des maisons réduites à des cabanes de jardins sur des potagers, censés permettre à leurs habitants de survivre en autarcie en temps de crise, il dénonce le contenu économique et politique de l'opération en s'appuyant sur la question du logement de Friedrich Engels.

Nationaliste, plus proche d'architectes comme Hans Poelzig, Otto-Rudolf Salvisberg ou Heinrich Tessenow que de Walter Gropius ou Bruno Taut, Julius Posener rapporte dans L'Architecture d'aujourd'hui à partir de 1930 sur l'actualité de l'architecture berlinoise. Posener renvoie dos à dos les attaques portées au nom de l'art contre les fonctionnalistes et la simplification que ceux-ci opèrent des enjeux liés à l'habitation. La notion même de "machine à habiter" est pour lui une absurdité, dans la mesure où les machines ont nécessairement des destinations très précises, ce qui n'est pas le cas de la maison, et il souligne que "si l'architecture est un but, c'est également un art, une représentation du genre humain". Par ses interventions répétées, Posener fait des opérations allemandes des références familières pour les professionnels français. Le moins qu'on puisse dire est que son discours n'est pas une célébration du Neues Bauen, à tel point qu'il se félicite en 1936 de l'intérêt des premières réalisations du IIIe Reich, soulignant que la "colonisation intérieure" en périphérie des villes et l'accent mis sur l'habitation individuelle, s'opposent "à l'habitation collective réalisée en masse par les communes républicaines".

Le Grand Paris face au Groß-Berlin

L'impact de l'exemple berlinois sur la conception et la gestion d'ensemble de l'agglomération parisienne, s'il reste faible en termes concrets, n'est cependant pas absent des réflexions conduisant au plan de la Région parisienne d'Henri Prost, par lequel se conclura en 1934 une saison dense en projets et en conflits. C'est autour des questions du rapport centre/périphérie et du gouvernement métropolitain que tourne les analyses des élus et des chercheurs. Sellier, qui est un des parrains politiques du plan de Prost et se révèle toujours très attentif à la situation allemande, analyse en 1930 l'expérience du Grand Berlin, y voyant un exemple de ces "solutions unitaires" répondant à la nécessité de créer pour les "organismes urbains pléthoriques" que sont les capitales européennes "une organisation réglant les rapports entre la ville proprement dite et la zone suburbaine qui est de plus en plus étroitement liée à sa vie et joue le rôle de zone résidentielle et industrielle". Il rappelle l'histoire du Zweckverband créé en 1911 et commente la loi du 27 avril 1920 ayant institué la municipalité élargie. Attentif à une juste distribution des compétences et des solidarités dans ses propres réflexions sur Paris, il souligne les conflits portant sur la fiscalité et lié à la "répartition

uniforme des impôts" entre les arrondissement et surtout "la lutte véritable [qui] se livre autour de la question des **rapports entre l'administration centrale et les districts**". Dans l'ensemble, il semble redouter un excès de centralité :

La solution donnée actuellement au problème du grand Berlin a certainement ses avantages et il faut, pour être juste, remarquer qu'elle laisse subsister la possibilité, pour la population, de participer à l'administration ainsi que le droit à l'autonomie communale, si fécond antérieurement en Allemagne ; mais cette solution n'est satisfaisante que si une centralisation administrative excessive ne l'emporte pas, ce que l'on peut redouter. Au point de vue de l'urbanisme, il est probable que l'on ne constituerait plus maintenant un organisme géant comme le grand Berlin actuel.

Les mêmes problèmes sont discutés par Maurice Halbwachs, dont la connaissance de Berlin est ancienne. Boursier en Allemagne, il en avait été expulsé en 1909 pour avoir évoqué dans ses articles la répression policière, alors qu'il se proposait, sans pouvoir passer à l'acte, d'étudier Berlin "suivant les mêmes méthodes (qu'il avait) appliquées à Paris", c'est à dire d'enquêter sur le marché foncier et les besoins collectifs. Il y avait renoncé à cause de son manque de familiarité avec les quartiers et les statistiques de la ville, tout en se liant au cours de son séjour avec des intellectuels et des artistes berlinois, dont Max Liebermann. Dans un texte marquant publié vingt-cinq ans plus tard, il évoque un propos de ce dernier, selon lequel "ce qui manque le plus" à Berlin, "ce sont les souvenirs historiques et qu'elle ne traîne derrière elle qu'un passé très court".

Il revient sur l'histoire des quartiers de la ville, et la difficulté qu'il y a à en marquer les limites et à en déterminer le "centre véritable", car il y en a "en réalité, plusieurs". Il évoque les interactions entre "le peuplement" et les "nouveaux moyens de circulation". Surtout, Halbwachs souligne que Berlin n'a pu conserver sa "physionomie originale", qui d'ailleurs aux yeux du théoricien de la mémoire collective "n'éveillent aucun souvenir dans la pensée de la population actuelle", bien qu'il relève de "beaux paysages urbains" dans une agglomération "en plein travail de croissance", qui "ressemble à un vaste atelier, à un chantier en plein air où les machines grincent, où rien n'est encore achevé et n'a pris forme".

Halbwachs enregistre la dissociation entre "les divisions administratives actuelles et les habitudes de circulation, de groupement et les représentations des lieux et des quartiers, telles qu'elles existaient autrefois". Bref, il s'interroge face à l'immigration sur l'existence d'un "esprit commun", d'une "pensée collective capable de résister aux éléments étrangers, capable aussi de les assimiler". Au total, pour lui, la population est "mal à l'aise" dans cette "vaste étendue en partie vide qu'est le Grand-Berlin administratif, ce cadre artificiel [qui] lui été imposé du dehors et ne résulte pas de son développement interne". On n'y trouve pas en effet "cette conscience commune et cette unité organique sans lesquelles une grande ville moderne est privée de toute force de rayonnement, sans lesquelles on ne peut même pas dire qu'elle soit, au sens plein du terme, une cité".

À Berlin, comme à Paris, assurer un gouvernement rationnel de la métropole est autant une question d'institutions et de rapport de forces entre classes et partis politiques, ce qui transparaît bien entendu dans les solutions retenues pour le plan de Prost, qui ménage l'autonomie des municipalités inscrites dans le cercle de 35 kilomètres de rayon qui lui sert d'assiette, et régule notamment leur croissance industrielle. Point de structure unique, mais un dispositif fragmenté sur lequel le contrôle étatique reste ferme.

L'instrumentalisation parisienne du cas berlinois

En définitive, les connaissances acquises sur Berlin contribuent à façonner les politiques parisiennes dans des registres amples. La capitale allemande est tout d'abord perçue comme scène et repoussoir esthétique. Elle fera figure de succursale précoce de l'américanisme en architecture, comme on l'a vu avec les réflexions sur le quartier des affaires. Mais dans cette ville où les "styles changent comme le chapeau d'un dandy", l'obsolescence programmée des édifices, principe observé en Amérique par les édiles berlinois, est aussi une caractéristique relevée par les Parisiens.

Berlin est aussi perçu comme un lieu expérimental dans la problématique de la ville pensée en tant qu'entité économique et ensemble de réseaux de services urbains. La connaissance des solutions techniques et des modes de gestion des infrastructures comme le Stadtbahn ou le U-Bahn est bonne à Paris, et l'exemple de

l'aérodrome de Tempelhof , créé à proximité du centre, sera médité.

Berlin fait aussi figure de modèle hygiénique, au travers de l'habitation populaire des nouvelles Siedlungen aérées, mais aussi avec les parcs, les promenades et les baignades, qui donnent l'image d'une métropole sportive et ayant conservé des rapports intimes avec son environnement naturel.

Berlin prend enfin le statut d'une référence pour la modernisation de la configuration politique de la métropole , qu'il s'agisse des modes de représentation, dont aucun changement ne sera possible à Paris, ou des politiques sectorielles urbaines.

Cette observation féconde de Berlin sera en grande partie interrompue à l'approche de la Seconde Guerre mondiale, en dépit des rapports parfois cordiaux entretenus par certains architectes français et Albert Speer, devenu Generalbauinspektor pour la capitale du Reich en 1939. Les enquêtes reprendront avec la reconstruction, et notamment, dans les années 1950 avec la découverte de la Stalinallee, à l'est, de l'Interbau, à l'ouest, et le concours Berlin-Hauptstadt de 1958, auquel participent plusieurs équipes françaises. Avec l'observation de l'Internationale Bauausstellung et des chantiers de la réunification, se mettront en place de nouveaux systèmes d'échanges, qui verront d'ailleurs pour la première fois des architectes parisiens être directement engagés dans la transformation physique d'une métropole lointaine, mais au fond familière.

Article publié sous le titre "L'urbanisme à Berlin et ses reflets parisiens, 1900-1940", in Gilles Duhem, Boris Grésillon, Dorothee Kohler, dir., Paris-Berlin, regards croisés, Paris, Anthropos, 2000, p. 17-36.